

# A Marseille, le mouvement de contestation gagne tous les secteurs

Conseil général, impôts, enseignants... les appels à la grève se multiplient afin de peser sur le gouvernement

Comme tous les jours depuis le 24 septembre, Nathalie Di Tola rendra son tablier à 11 h 15 pour protester contre la réforme sur les retraites. La cantine de l'école maternelle Olivier Coppello (5e arrondissement), où cette aide cantinière travaille depuis dix ans, était fermée lundi 4 octobre. Ce matin, cette maman de 39 ans passera ses trois heures de grève quotidiennes sur le parvis de l'hôtel de ville aux côtés des agents territoriaux.

« Je refuse la réforme des retraites. Notre métier est pénible. J'ai des tendinites et je ne me sens pas du tout de continuer jusqu'à 65 ans », affirme-t-elle. Elle perd 20 € par jour de grève sur un salaire mensuel de 1 100 € net. Un sacrifice qu'elle consent pour « embêter le gouvernement ». « Il faut tout bloquer pour que le gouvernement recule », affirme Nathalie Di Tola.

## "Le départ à la retraite ne se fera pas avant 70 ans"

Elle ira « jusqu'au bout », répondant à l'appel à la grève reconductible lancé le 24 septembre à l'appel de l'intersyndicale des SDU 13-CGT-Unsa-CFDT – CFTC-CGT des agents territoriaux. Sur les 449 écoles dotées d'un restaurant scolaire, 72 étaient fermés lundi tandis que 81 autres proposaient un accueil sandwich. Par ailleurs, seules cinq des 53 crèches marseillaises étaient partiellement ouvertes lundi.

Une partie du personnel enseignant participe aussi aux réunions devant l'hôtel de ville. Comme Sébastien Fournier, professeur en CM2. Avec une soixantaine d'enseignants, il est à l'initiative d'un appel à la grève reconductible soutenu par la FSU, CGT Éducation, CNT et SUD-éducation qui démarre ce mardi. « Avec une entrée dans la vie active à 28 ans, le départ à la retraite ne se fera pas avant 70 ans. C'est trop tard. La réforme des retraites se joue d'ici au 22 octobre. Il faut passer à la vitesse supérieure », affirme-t-il.

Enfin, les agents de la direction des affaires sociales du conseil général des Bouches-du-Rhône lancent une grève reconductible dès vendredi 8 octobre. Une cinquantaine d'autres agents appellent à une action similaire à dater du 11 octobre. « Outre la réforme des retraites, le gel des salaires et la suppression de postes de fonctionnaires font partie des motifs de mécontentement », indique Bruno Bidet, secrétaire de la SDU-FSU.

## Grève généralisée ?

Plus radical, 150 agents des impôts ont enchaîné lundi matin dès 5 h 30 les portes de la direction générale des finances. Un geste spectaculaire à l'initiative de la CGT et du syndicat Solidaires. « Les chaînes montrent la radicalité du mouvement, la colère qui monte. L'argent, nous savons qu'il y en a. Nous voulons montrer que nous ne sommes pas là que pour signer des chèques aux riches », insiste Philippe Laguet, secrétaire général CGT des impôts de Marseille.

Favorable à la grève généralisée, la CGT des Bouches-du-Rhône note un accueil de plus en plus favorable dans les entreprises. « La CGT des Postes a déposé un préavis de grève reconductible dès lundi 11 octobre, sourit Éric Chesnais, le secrétaire général. Dans les hôpitaux, chez EDF, dans les Télécom, les assemblées générales se multiplient. »

Pour lui, « la question d'une grève de masse dans tous les secteurs se posera si le gouvernement ne bouge pas après la mobilisation de lundi ». Mardi soir, l'ensemble des unions syndicales se retrouveront afin de dessiner la suite du mouvement.

Corinne BOYER, à Marseille

## SUR M6

